

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1002

[C — 2006/27045]

**9 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de betteraves de variétés agricoles;

Vu la Directive 2002/54/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de betterave;

Vu la Directive 2004/117/CE du Conseil du 22 décembre 2004 modifiant les Directives 66/401/CEE, 66/402/CEE, 2002/54/CE, 2002/55/CE et 2002/57/CE en ce qui concerne les examens réalisés sous contrôle officiel et l'équivalence des semences produites dans les pays tiers;

Considérant l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Considérant la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

Considérant la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 janvier 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de transposer sans retard la Directive 2004/117/CE précitée dont le délai de transposition est fixé au 1<sup>er</sup> octobre 2005;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définition et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

Ne relèvent pas de la commercialisation les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;

b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, dans certaines conditions, à des prestataires de services en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation de semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par le Ministre conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne;

2° betteraves : les betteraves sucrières et fourragères de l'espèce *Beta vulgaris* L.;

3° semences de prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification des semences de base;

4° semences de base : les semences :

a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon des règles de sélection rigoureuses en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie "semences certifiées";

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues à annexe I<sup>re</sup> pour les semences de base et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe I<sup>re</sup>, B, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions figurant aux points a), b) et c) ont été respectées;

5° semences certifiées : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour la production de betteraves;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, § 2, aux conditions prévues à l'annexe I<sup>re</sup> pour les semences certifiées et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions figurant aux points a), b) et c) ont été respectées;

6° semences monogermes : les semences génétiquement monogermes, conformes aux dispositions de l'annexe I<sup>re</sup>, partie B;

7° semences de précision : les semences destinées aux semoirs de précision, conformes aux dispositions de l'annexe I<sup>re</sup>, partie B;

8° dispositions officielles : les dispositions qui émanent ou sont prises :

a) par les autorités d'un Etat ou

b) par des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un Etat ou

c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un Etat,

à condition que les personnes mentionnées sous b) et c), ne recueillent pas un profit particulier des résultats de ces dispositions;

9° petits emballages CE : les emballages contenant les semences certifiées suivantes :

a) semences monogermes ou de précision : à concurrence d'un nombre de 100 000 glomérules ou graines, ou à concurrence d'un poids net de 2,5 kg à l'exclusion, le cas échéant, des pesticides granulés, des substances d'enrobage ou d'autres additifs solides;

b) semences autres que des semences monogermes ou de précision à concurrence d'un poids net de 10 kg à l'exclusion, le cas échéant, des pesticides granulés, des substances d'enrobage ou d'autres additifs solides;

10° pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;

11° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles établi par la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

12° catalogues nationaux : les catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes établis par l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

13° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

14° Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne, qui est l'autorité responsable pour la certification.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation de semences de betteraves. Il ne s'applique pas aux semences de betteraves dont il est prouvé qu'elles sont destinées à l'exportation vers un pays tiers si elles sont identifiées comme telles et pour autant que la destination puisse être prouvée.

§ 2. Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

#### CHAPITRE II. — *La certification et la commercialisation*

**Art. 3.** Les semences de betteraves ne peuvent être commercialisées que si :

1° elles ont été officiellement certifiées "semences de prébase", "semences de base" ou "semences certifiées";

2° elles appartiennent à une variété inscrite au catalogue commun ou aux catalogues nationaux.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 3, 1°, la commercialisation des semences brutes en vue de leur préparation et de leur conditionnement est autorisée, pour autant que l'identité de ces semences soit garantie officiellement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 3, 1°, les semences de prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe I<sup>re</sup>, partie B en ce qui concerne la faculté germinative peuvent être certifiées et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative minimale. Cette faculté germinative doit être indiquée sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, 1°, et dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences, les semences des catégories "semences de base" ou "semences certifiées", pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe I<sup>re</sup> en ce qui concerne la faculté germinative peuvent être certifiées et commercialisées jusqu'au premier destinataire commercial. La certification n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences et à condition que soient indiqués le nom et l'adresse du premier destinataire. Le fournisseur doit garantir la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire. L'indication de cette faculté germinative doit figurer, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant le nom et l'adresse du fournisseur, ainsi que le numéro de référence du lot.

§ 3. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> et du § 2 ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 16 concernant la multiplication hors Union européenne.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 3, les producteurs établis sur le territoire wallon sont autorisés à commercialiser de petites quantités de semences, à des fins scientifiques ou pour des travaux de sélection.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, le Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire wallon à commercialiser des quantités appropriées de semences destinées à d'autres fins, essai ou expérimentation, dans la mesure où elles appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés a été déposée. A cette fin, s'appliquent les dispositions de la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée.

§ 3. Dans le cas du matériel génétiquement modifié, les semences mentionnées au §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne peuvent être commercialisées que conformément à la législation régissant la dissémination et la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés.

**Art. 7.** Le Ministre peut, pour des motifs économiques fondés, en ce qui concerne la production indigène, fixer, pour la certification des semences de prébase, des semences de base et des semences certifiées, des conditions plus strictes que celles prévues à l'annexe I<sup>re</sup>.

**Art. 8.** La description des composants généalogiques éventuellement requise pour la certification est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

**Art. 9.** Les semences de prébase, les semences de base et les semences certifiées ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 12, d'un système de fermeture et d'un marquage. Le Ministre peut prévoir, pour la commercialisation de petites quantités au dernier utilisateur, des dérogations aux dispositions qui concernent l'emballage, le système de fermeture ainsi que le marquage.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les emballages de semences de prébase, de semences de base et de semences certifiées dans la mesure où les semences de cette dernière catégorie ne se présentent pas sous forme de petits emballages CE, sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon à ce qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue aux articles 11 et 15, ni l'emballage, ne montrent des traces de manipulation. Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette officielle, soit l'apposition d'un scellé officiel. Toutefois ces mesures ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut définir les systèmes de fermeture des emballages qui répondent à ces dispositions.

§ 2. Sauf dans le cas de fractionnement en petits emballages CE, il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Si un emballage est ouvert puis refermé, ce fait est mentionné sur l'étiquette prévue aux articles 11 et 15, de même que la date de cette nouvelle fermeture et l'autorité qui l'a supervisée.

**Art. 11.** Les emballages de semences de base et de semences certifiées dans la mesure où les semences de cette dernière catégorie ne se présentent pas sous forme de petits emballages CE :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe III, partie A et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base et bleue pour les semences certifiées. Si l'étiquette est pourvue d'un oeillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. Si, dans le cas prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les semences de base ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe I<sup>re</sup>, partie B, quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette. L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, il peut être autorisé, sous contrôle officiel, d'apposer sur l'emballage les indications prescrites de manière indélébile et selon le modèle de l'étiquette;

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications prévues pour l'étiquette à l'annexe III, partie A, I, points 3, 5, 6, 11, et 12. La notice est constituée de telle façon qu'elle ne puisse pas être confondue avec l'étiquette visée sous 1°. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément aux dispositions sous 1°, une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériau indéchirable est utilisée.

**Art. 12.** Les petits emballages CE :

1° sont pourvus à l'extérieur, conformément à l'annexe III, partie B, d'une étiquette du fournisseur, d'une inscription imprimée ou d'un cachet rédigé dans une des langues officielles de l'Union européenne. Pour les emballages transparents, cette étiquette peut être glissée à l'intérieur, à condition qu'elle soit lisible à travers l'emballage. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base et bleue pour les semences certifiées;

2° sont pourvus d'un numéro d'ordre attribué officiellement et apposé soit à l'extérieur de l'emballage, soit sur l'étiquette du fournisseur prévue sous 1°, en cas d'utilisation d'une vignette adhésive officielle, la couleur est blanche pour les semences de base et bleue pour les semences certifiées;

3° sont fermés de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que le marquage ni l'emballage ne montrent des traces de manipulation. Il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures que sous contrôle officiel.

**Art. 13.** Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, en vertu des dispositions de cet arrêté, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée, sans préjudice des dispositions du Règlement (CE) n° 1830/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003, concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE.

**Art. 14.** Tout traitement chimique des semences de prébase, des semences de base, ou des semences certifiées doit être mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur, ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci. En outre, le nom de chaque matière active présente dans le(s) produit(s) utilisé(s) sera mentionné sur une étiquette complémentaire apposée par le fournisseur.

Il est interdit de commercialiser des semences qui sont traitées chimiquement avec un produit qui n'a pas été agréé à cette fin, conformément à l'arrêté royal du 28 février 1994, relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole. Pour des semences qui sont importées déjà traitées chimiquement, il suffit cependant que les principes actifs aient été autorisés conformément à la réglementation précitée.

**Art. 15.** Les emballages de semences de prébase sont munis à l'extérieur d'une étiquette officielle conforme aux conditions fixées pour les semences de base à l'annexe III, partie A, rédigée dans une des langues officielles de l'Union européenne. Cette étiquette mentionne en outre le nombre de générations précédant les semences de la catégorie "semences certifiées".

L'étiquette est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet. Si, dans le cas prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, les semences ne répondent pas aux conditions de l'annexe I<sup>re</sup>, partie B, quant à la faculté germinative fixée pour les semences de base, il en est fait mention sur l'étiquette.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les semences de betteraves :

1° provenant directement de semences de base officiellement certifiées dans un ou plusieurs Etats membres, ou dans un pays non membre de l'Union européenne auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 17, et

2° récoltées dans un autre Etat membre, peuvent, sur demande et sans préjudice des dispositions de Directive 2002/53/CE, être officiellement certifiées comme semences certifiées si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions fixées à l'annexe I<sup>re</sup>, partie A, pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe I<sup>re</sup>, partie B, pour la même catégorie ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de reproductions antérieures aux semences de base, elles peuvent être certifiées officiellement comme semences de base si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de betteraves, qui ont été récoltées dans l'Union européenne et sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du § 1<sup>er</sup> sont :

1° emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe IV, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 10 § 1<sup>er</sup> et,

2° accompagnées d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe IV, point C.

§ 3. Les semences de betteraves récoltées dans un pays tiers peuvent, sur demande, être officiellement certifiées si:

1° elles proviennent directement de semences de base officiellement certifiées dans un ou plusieurs Etats membres, ou dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 17;

2° elles ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence prise par le Conseil de l'Union européenne conformément aux dispositions de la Directive 2002/54 CE;

3° il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe I<sup>re</sup>, partie B, pour la même catégorie ont été respectées.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les semences de betteraves autres que les semences de prébase qui sont récoltées dans un pays tiers ne peuvent être commercialisées que si le Conseil de l'Union européenne a constaté au préalable que les semences de betteraves récoltées dans ce pays offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences récoltées dans l'Union européenne et conformes aux dispositions de la Directive 2002/54 CE.

§ 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> sont également applicables :

1° aux semences de prébase, étant entendu que ces semences ne peuvent être commercialisées que si l'équivalence a été constatée pour les semences de base;

2° aux semences récoltées dans tout nouvel Etat membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit se conformer aux dispositions de la Directive 2002/54/CE précitée.

**Art. 18.** Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base ou en semences certifiées dans l'Union européenne ne pouvant être résolue autrement, le Service peut, moyennant autorisation de la Commission européenne selon la procédure établie par la Directive 2002/54/CE, autoriser la commercialisation de semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences appartenant à des variétés ne figurant ni au catalogue commun, ni aux catalogues nationaux. Cette autorisation porte sur une période déterminée et concerne les quantités de semences requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement.

§ 2. Pour une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle est celle prévue pour la catégorie correspondante. Pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés ci-dessus, l'étiquette officielle est de couleur marron. L'étiquette indique toujours qu'il s'agit de semences d'une catégorie soumise à des exigences réduites.

**Art. 19.** Le Ministre peut compléter et modifier les annexes au présent arrêté, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

### CHAPITRE III. — *Le contrôle*

**Art. 20.** Le Service est chargé de l'exécution du contrôle sur la production de semences indigènes de betteraves. Ce contrôle comprend notamment :

1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production des semences;

2° le contrôle des cultures sur pied;

3° le contrôle des produits récoltés pendant le transport, la réception, l'entreposage, la préparation et le conditionnement;

4° l'examen en laboratoires;

5° le contrôle sur l'exécution des fermetures officielles et sur l'addition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15;

6° le contrôle des inspections sur pieds, des prélèvements d'échantillons et des examens en laboratoires effectués sous contrôle officiel mentionnés à l'article 21.

Le contrôle n'implique pour le Service aucune responsabilité spécifique pouvant donner lieu à des dommages-intérêts.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les examens sous contrôle officiel visés à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, d et à l'article 1<sup>er</sup>, 5°, d sont effectués, les conditions suivantes sont respectées pour les inspections sur pied :

1° les inspecteurs :

a) possèdent les qualifications techniques nécessaires;

b) ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections;

c) sont officiellement agréés par le Service. Cet agrément comporte la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels;

d) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;

2° la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel a posteriori, dont les résultats ont été satisfaisants;

3° une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels. Cette proportion est d'au moins 5%;

4° une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel a posteriori et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;

5° Le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un inspecteur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 2. Au cours de la procédure de contrôle des variétés et de l'examen des semences pour la certification visés à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, d et à l'article 1<sup>er</sup>, 5°, d, les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel. Le prélèvement d'échantillons aux fins des contrôles en application de l'article 23 est effectué officiellement. Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre; le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe II. Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par un lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Lorsque le prélèvement de semences est effectué sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées:

1° l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs agréés par le Service dans les conditions prévues aux 2° et 3°;

2° les échantillonneurs ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnés par des examens officiels;

3° les échantillonneurs de semences sont :

a) des personnes physiques indépendantes ou

b) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent pas la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences ou

c) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation de semences. Dans ce cas, un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service;

4° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service. En cas d'échantillonnage automatique, des procédures appropriées doivent être respectées et faire l'objet d'un contrôle officiel;

5° aux fins du contrôle visé au 4°, une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5% au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique. Le Service compare les échantillons de semences prélevés officiellement avec ceux du même lot de semences prélevé sous contrôle officiel;

6° Le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un échantillonneur de semences officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°. Dans ce cas, toute certification des semences échantillonnées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 3. Les examens officiels ou sous contrôle officiel visés à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, d et à l'article 1<sup>er</sup>, 5°, d qui concernent les semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre. Les examens des semences sous contrôle officiel répondent aux conditions suivantes :

1° ils sont effectués dans les conditions prévues aux 2°, 3° et 4°, par des laboratoires d'essai de semences qui ont été agréés à cet effet par le Service;

2° le laboratoire chargé des examens de semences dispose d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'examen de semences. Les analystes de semences du laboratoire ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analystes officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels. Le laboratoire est installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considérés par le Service comme satisfaisants aux fins de l'examen des semences, dans le champ d'application de l'autorisation;

3° le laboratoire chargé des examens de semences est un laboratoire indépendant ou un laboratoire appartenant à une entreprise semencière. Si le laboratoire appartient à une entreprise semencière, il ne peut effectuer des essais de semences que sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et le Service;

4° les activités d'examen des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle du Service;

5° aux fins du contrôle visé au 4°, une proportion déterminée des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un examen de contrôle sous forme d'un examen officiel des semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins;

6° Le Service fixe les sanctions applicables lorsqu'un laboratoire d'examen de semences officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre établit dans un règlement de contrôle :

1° les procédures et définitions concernant les contrôles visés à l'article 20;

2° les conditions auxquelles les personnes physiques ou morales doivent satisfaire pour être habilitées à introduire une demande de contrôle pour des cultures destinées à la production des semences et à soumettre les produits récoltés aux contrôles visés à l'article 20.

§ 2. Le Service précise les modalités pratiques des contrôles visés à l'article 20, en application des procédures établies par le Ministre.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de la commercialisation des semences de betteraves, le Service effectue des contrôles officiels par sondage pour vérifier la conformité de ces semences à la réglementation européenne.

§ 2. Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, les indications suivantes sont fournies au Service lors de la commercialisation, en quantités supérieures à 2 kg, de semences importées de pays tiers :

- 1° espèce;
- 2° variété;
- 3° catégorie;
- 4° pays de production et service de contrôle officiel;
- 5° pays d'expédition;
- 6° importateur;
- 7° quantité de semences.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Des conditions particulières peuvent être fixées par le Ministre selon les décisions des institutions de l'Union européenne pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants :

1° conditions dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° conditions dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, y compris les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1<sup>er</sup> de la Directive 2002/53/CE, qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° conditions dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions particulières visées au § 1<sup>er</sup>, 2°, comprennent notamment les points suivants :

1° les semences de ces espèces sont d'une provenance connue et approuvée par le Ministre, pour une commercialisation dans des zones définies;

2° des restrictions quantitatives appropriées.

**Art. 25.** Les factures, contrats, catalogues, circulaires, offres de vente et autres documents analogues doivent, selon le cas, porter les indications prescrites à l'annexe III, partie A, I, 5, 6, 7, 11 et 12, 10, ou partie B, 6, 7, 8, 11 et 12.

**Art. 26.** Les préparateurs, importateurs et vendeurs doivent conserver la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la date du document, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

**Art. 27.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de la dite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 28.** Le délai pendant lequel les agents de l'autorité visée à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1969 précitée, peuvent en vertu de l'article 13 de cette loi, par mesure administrative, saisir provisoirement les produits réglementés par le présent arrêté, est fixé à trois mois.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 29.** L'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de betteraves de variétés agricoles est abrogé.

**Art. 30.** L'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de betteraves de variétés agricoles, reste d'application jusqu'à ce qu'il soit explicitement remplacé.

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 32.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Annexe I<sup>e</sup>

## CONDITIONS POUR LA CERTIFICATION

## A. Culture

1. Les précédents cultureux du champ de production n'ont pas été incompatibles avec la production de semences de *Beta vulgaris* de la variété en culture, et le champ de production est suffisamment exempt de telles plantes issues des cultures précédentes.

2. La culture possède suffisamment d'identité et de pureté variétale.

3. Le producteur de semences soumet à l'examen du Service toutes les multiplications de semences d'une variété.

4. Pour les « semences certifiées », il est procédé à au moins une inspection sur pied, officielle ou sous contrôle officiel, et, pour les semences de base, à au moins deux inspections officielles sur pied ou sous contrôle officiel l'une portant sur les plançons, l'autre sur les porte-graines.

5. L'état cultural du champ de production et l'état de développement de la culture permettent un contrôle suffisant de l'identité et de la pureté de la variété.

6. Les distances minimales de sources polliniques voisines sont de :

Culture	Distance minimale (m)
1. Pour la production de semences de base par rapport à toute source pollinique du genre <i>Beta</i>	1 000
2. Pour la production de semences certifiées	
a) de betterave sucrière	
par rapport à toute source pollinique du genre <i>Beta</i> non incluse ci-dessous	1 000
le fécondant spécifié ou l'un des fécondants étant diploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave sucrière tétraploïde	600
le fécondant spécifié étant exclusivement tétraploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave sucrière diploïde	600
par rapport aux sources de pollen de betterave sucrière dont la ploïdie est inconnue	600
le fécondant spécifié ou l'un des fécondants étant diploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave sucrière diploïde	300
le fécondant spécifié étant exclusivement tétraploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave sucrière tétraploïde	300
entre deux champs de production de semences de betterave sucrière dans lesquels la stérilité mâle n'est pas utilisée	300
b) de betterave fourragère	
par rapport à toute source pollinique du genre <i>Beta</i> non incluse ci-dessous	1 000
le fécondant spécifié ou l'un des fécondants étant diploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave fourragère tétraploïde	600
le fécondant spécifié étant exclusivement tétraploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave fourragère diploïde	600
par rapport aux sources polliniques de betterave fourragère dont la ploïdie est inconnue	600
le fécondant spécifié ou l'un des fécondants étant diploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave fourragère diploïde	300
le fécondant spécifié étant exclusivement tétraploïde, par rapport aux sources polliniques de betterave fourragère tétraploïde	300
entre deux champs de production de semences de betterave fourragère dans lesquels la stérilité mâle n'est pas utilisée	300

Il est permis de s'affranchir des distances précitées s'il existe une protection suffisante à l'égard de tout fécondant étranger indésirable. Aucun isolement n'est requis entre les cultures de semences à même fécondant.

Pour établir la ploïdie des composants porte-graines et émetteurs de pollen de cultures productrices de semences, il convient de se référer au catalogue commun des espèces des variétés des plantes agricoles établi en vertu de la Directive 2002/53/CE, ou aux catalogues nationaux des variétés dressés conformément à ladite Directive. Si cette information fait défaut pour une variété quelconque, la ploïdie est à considérer comme inconnue et un isolement minimal de 600 m s'impose.

## B. Semences

1. Les semences possèdent suffisamment d'identité et de pureté de la variété.
2. La présence de maladies réduisant la valeur d'utilisation des semences n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.
3. Les semences répondent :
  - a) aux conditions reprises dans le tableau suivant :

	Pureté minimale spécifique (1) (% du poids)	Faculté germinative minimale (% des glomérules ou semences pures)	Taux maximal d'humidité (1) (% du poids)
Betteraves sucrières			
Semences monogermes	97	80	15
Semences de précision	97	75	15
Semences plurigermes de variétés dont le pourcentage en diploïdes dépasse 85	97	73	15
Autres semences	97	68	15
Betteraves fourragères			
Semences plurigermes de variétés dont le pourcentage en diploïdes dépasse 85, semences monogermes, semences de précision	97	73	15
Autres semences	97	68	15

Le pourcentage en poids de semences d'autres plantes ne dépasse pas 0,3.

(1) A l'exclusion, le cas échéant, des pesticides granulés, des substances d'enrobage, ou d'autres additifs solides

b) conditions supplémentaires requises pour les semences monogermes et pour les semences de précision:

aa) Semences monogermes:

Au minimum 90 % des glomérules germés ne donnent qu'une seule plantule.

Le pourcentage en glomérules donnant trois plantules ou plus ne dépasse pas 5 % calculés sur les glomérules germés.

bb) Semences de précision de betteraves sucrières:

Au minimum 70 % des glomérules germés ne donnent qu'une seule plantule. Le pourcentage en glomérules donnant trois plantules ou plus ne dépasse pas 5 % calculés sur les glomérules germés.

cc) Semences de précision de betteraves fourragères:

Pour les variétés dont le pourcentage en diploïdes dépasse 85, au moins 58 % des glomérules germés ne donnent qu'une seule plantule.

Pour toutes les autres semences, au moins 63 % des glomérules germés ne donnent qu'une seule plantule. Le pourcentage en glomérules donnant trois plantules ou plus ne dépasse pas 5 %, calculés sur les glomérules germés.

dd) Pour les semences de la catégorie « semences de base », le pourcentage en poids de matières inertes ne dépasse pas 0,5. Pour les semences de la catégorie « semences certifiées », le pourcentage en poids de matières inertes ne dépasse pas 1,0. En ce qui concerne les semences enrobées de ces deux catégories, le respect de ces conditions est vérifié sur la base d'échantillons de semences transformées qui ont été partiellement décortiquées (polies ou broyées) mais qui n'ont pas encore été enrobées, sans préjudice de l'examen officiel ou de l'examen sous contrôle officiel de la pureté analytique minimale des semences enrobées.

c) Autres conditions supplémentaires:

Les semences de betteraves ne peuvent pas être introduites dans des zones reconnues comme « indemnes de rhizomanie » selon les procédures communautaires appropriées, à moins que le pourcentage en poids de matières inertes ne dépasse pas 0,5.

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## Annexe II

Poids maximal d'un lot : 20 tonnes.

Poids minimal d'un échantillon : 500 grammes.

Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5 %.

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN



## Annexe III

## MARQUAGE

## A. Etiquette officielle

## I. Indications prescrites

1. « Règles et normes CE ».
2. Service de certification et Etat membre, ou leur sigle.
3. Numéro de référence du lot.
4. Mois et année de la fermeture, exprimés par la mention : « fermé (mois et année) », ou mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention : « échantillonné (mois et année) ».
5. Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux; indication précisant s'il s'agit de betteraves sucrières ou fourragères.
6. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
7. Catégorie.
8. Pays de production.
9. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré de glomérules ou de graines pures.
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de graines pures et le poids total.
11. Pour les semences monogermes: mention « monogermes ».
12. Pour les semences de précision: mention « précision ».
13. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée (mois et année) » et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

## II. Dimensions minimales

110 mm × 67 mm.

## B. Etiquette du fournisseur ou inscription sur l'emballage (petit emballage CE)

## Indications prescrites

1. « Petit emballage CE ».
2. Nom et adresse du fournisseur responsable du marquage ou sa marque d'identification.
3. Numéro d'ordre attribué officiellement.
4. Service ayant attribué le numéro d'ordre et nom de l'Etat membre ou leur sigle.
5. Numéro de référence si le numéro d'ordre officiel ne permet pas d'identifier le lot.
6. Espèce, indiquée au moins en caractères latins; indication précisant s'il s'agit de betteraves sucrières ou fourragères.
7. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
8. Catégorie.
9. Poids net ou brut ou nombre de glomérules ou de graines pures.
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de graines pures et le poids total.
11. Pour les semences monogermes: mention « monogermes ».
12. Pour les semences de précision: mention « précision ».

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## Annexe IV

ETIQUETTE ET DOCUMENT PREVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON CERTIFIEES DEFINITIVEMENT  
ET RECOLTEES DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE

## A. Indications devant figurer sur l'étiquette

Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leurs sigles.

Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux; indication précisant s'il s'agit de betteraves sucrières ou fourragères.

Variété, indiquée au moins en caractères latins.

Catégorie.

Numéro de référence du champ ou du lot.

Poids net ou brut déclaré.

Les mots « semences non certifiées définitivement ».

## B. Couleur de l'étiquette

L'étiquette est de couleur grise.

## C. Indications devant figurer dans le document

Autorité délivrant le document.

Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux; indication précisant s'il s'agit de betteraves sucrières ou fourragères.

Variété, indiquée au moins en caractères latins.

Catégorie.

Numéro de référence des semences employées et nom du pays ou des pays ayant procédé à leur certification.

Numéro de référence du champ ou du lot.

Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.

Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages.

Attestation que les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent ont été remplies.

Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1002

[C - 2006/27045]

**9. FEBRUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels und der Kontrolle des Saatguts von Rüben landwirtschaftlicher Kulturarten;

Aufgrund der Richtlinie 2002/54/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Betarübensaatgut;

Aufgrund der Richtlinie 2004/117/EG des Rates vom 22. Dezember 2004 zur Änderung der Richtlinien 66/401/EWG, 66/402/EWG, 2002/54/EG, 2002/55/EG und 2002/57/EG hinsichtlich der amtlich überwachten Prüfungen und der Gleichstellung von in Drittländern erzeugtem Saatgut;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

In Erwägung der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

In Erwägung der Entscheidung der Kommission vom 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. Januar 2006;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Bestimmungen der vorgenannten Richtlinie 2004/117/EG umzusetzen, insofern die Frist für die besagte Umsetzung auf den 1. Oktober 2005 festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

Nicht als Inverkehrbringen gilt der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Aufbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Dienststelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Die Bedingungen für die Durchführung dieser Bestimmung werden durch den Minister nach dem in den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union festgelegten Verfahren festgelegt;

2° Betarüben: Zucker- und Futterrüben der *Art Beta vulgaris* L.;

3° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das unter der Verantwortung des Saatzüchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen und von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert worden ist;

4° Basissaatgut: Samen,

a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;

b) der zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5 die Voraussetzungen der Anlage I für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage IB - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

5° Zertifiziertes Saatgut: Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung von Betarüben bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5, § 2 die Voraussetzungen der Anlage I für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

6) Monogermersaatgut: genetisch einkeimiges Saatgut in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Anlage I, Teil B;

7° Präzisionssaatgut: Saatgut, das zur Aussaat mit Präzisionssäegeräten bestimmt ist, und das den Bestimmungen der Anlage I, Teil B entspricht;

8° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, ausgehend von oder durchgeführt durch:

a) Behörden eines Staats oder

b) juristische Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, die unter der Verantwortung eines Mitgliedstaates handeln, oder

c) bei Hilfstätigkeiten, vereidigte natürliche Personen unter der Überwachung eines Staates,

unter der Voraussetzung, dass die unter den Buchstaben b) und c) genannten Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben;

9° Kleinpackungen EG: Packungen mit folgendem zertifiziertem Saatgut:

a) Monogerm- oder Präzisionssaatgut: bis zu 100.000 Knäuel oder Körnern oder bis zu einem Nettogewicht von 2,5 kg, ausschließlich etwa verwendeter granulierter Schädlingsbekämpfungsmittel, Hüllmasse oder sonstiger fester Zusätze;

b) anderem als Monogerm- oder Präzisionssaatgut bis zu einem Nettogewicht von 10 kg, ausschließlich etwa verwendeter granulierter Schädlingsbekämpfungsmittel, Hüllmasse oder sonstiger fester Zusätze;

10° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

11° Gemeinsamer Sortenkatalog: der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgrund der Richtlinie 2002/53/EG des Rates über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

12° Nationale Kataloge: die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

13° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

14° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, welche die für die Anerkennung verantwortliche Behörde ist.

**Art. 2 - § 1.** Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Betarübensaatgut. Er gilt nicht für Saatgut von Betarüben, das nachweislich zur Ausfuhr nach Drittländern bestimmt ist, wenn es als solches gekennzeichnet ist, und unter der Bedingung, dass die Bestimmung nachgewiesen werden kann.

§ 2. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

#### KAPITEL II — Anerkennung und Inverkehrbringen

**Art. 3 -** Das Betarübensaatgut darf nur dann in Verkehr gebracht werden:

1° wenn es amtlich als «Vorstufensaatgut», «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut» anerkannt worden ist;

2° wenn es einer Sorte angehört, die im gemeinsamen Katalog oder in den nationalen Katalogen angeführt ist.

**Art. 4 -** In Abweichung von Art. 3, 1° ist das Inverkehrbringen von nicht aufbereitetem Saatgut im Hinblick auf dessen Aufbereitung und Verpackung erlaubt, sofern die Identität dieses Saatguts amtlich gewährleistet ist.

**Art. 5 - § 1.** Abweichend von Artikel 3, 1° kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen der Anlage I, Teil B an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine Mindestkeimfähigkeit gewährleistet. Diese Keimfähigkeit muss auf einem besonderen Etikett angegeben werden, das den Namen und die Anschrift des Lieferanten und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut und abweichend von Artikel 3, 1°, kann Saatgut der Kategorien «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut», bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Kontrolle der Einhaltung der Anforderungen der Anlage I an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, bis zum ersten Empfänger der Handelsstufe in den Verkehr gebracht werden. Die Anerkennung erfolgt nur gegen Vorlage einer vorläufigen Analyse des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers. Der Lieferant muss die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit gewährleisten. Er gibt diese Keimfähigkeit beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett an, das den Namen und die Anschrift des Lieferanten und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 16 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten die Bestimmungen von § 1 und § 2 nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

**Art. 6 - § 1.** In Abweichung von Art. 3 wird den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlaubt, kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben in Verkehr zu bringen.

§ 2. In Abweichung von Art. 3 kann die Dienststelle den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlauben, angemessene Mengen von Saatgut für andere Test- oder Versuchszwecke in Verkehr zu bringen, sofern das Saatgut einer Sorte zugehört, für die ein Antrag auf Aufnahme in die nationalen Sortenkataloge gestellt wurde. Die Bestimmungen der Entscheidung der Kommission vom 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde, können zu diesem Zweck zur Anwendung kommen.

§ 3. Im Fall von genetisch verändertem Material kann das in § 1 und § 2 erwähnte Saatgut nur unter Einhaltung der Gesetzgebung über die Freisetzung und Vermarktung von genetisch veränderten Organismen in Verkehr gebracht werden.

**Art. 7 -** Aus begründeten wirtschaftlichen Gründen kann der Minister für die einheimische Produktion im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufensaatguts, des Basissaatguts und des sonstigen zertifizierten Saatguts Bedingungen festlegen, die strenger sind als jene, die in der Anlage I angeführt werden.

**Art. 8 -** Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag der Person, die diese Zertifizierung erhält, geheim gehalten.

**Art. 9 -** Vorstufensaatgut, Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Artikeln 10, 11 und 12 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden. Der Minister kann für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher Abweichungen von den Bestimmungen hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

**Art. 10 - § 1.** Packungen mit Vorstufensaatgut, Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut, soweit sich Saatgut der letztgenannten Kategorie nicht in Kleinpackungen EG befindet, werden amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Art. 11 und 15 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des amtlichen Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein. Diese Maßnahmen sind bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems jedoch entbehrlich.

In Übereinstimmung mit den Entscheidungen der Organe der Europäischen Union kann der Minister die Systeme zum Verschluss von Packungen festlegen, die diesen Bestimmungen genügen.

§ 2. Außer bei Abfüllung in Kleinpackungen EG darf eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. Wird eine Packung geöffnet und dann wieder verschlossen, dann wird diese Tatsache auf dem in Art. 11 und 15 vorgesehenen Etikett vermerkt, so wie das Datum dieser neuen Verschließung und die Behörde, die diesen Vorgang überwacht hat.

**Art. 11** - Packungen mit Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut, soweit sich Saatgut der letztgenannten Kategorie nicht in Kleinpäckungen EG befindet:

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen der Anlage III, Teil A entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind. Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut und blau bei zertifiziertem Saatgut. Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert. Wenn im Falle des Artikels 5, § 1 Basissaatgut die Anforderungen der Anlage I, Teil B an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt. Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet. Nach dem in den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union festgelegten Verfahren kann die Anbringung der vorgeschriebenen Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe nach dem Muster des Etiketts unter amtlicher Überwachung gestattet werden;

2° einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts enthalten, der von den für das Etikett vorgesehenen Angaben mindestens diejenigen enthält, die für dieses Etikett in der Anlage III, Teil A, I, Nummern 3, 5, 6, 11 und 12 vorgesehen sind. Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit einem amtlichen Etikett gemäß Pos. 1° verwechselt werden kann. Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Pos. 1° ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

**Art. 12** - Kleinpäckungen EG müssen:

1° in Übereinstimmung mit der Anlage III, Teil B auf der Außenseite ein Etikett des Lieferanten oder einen aufgedruckten oder aufgestempelten Vermerk in einer der Amtssprachen der Europäischen Union tragen. Bei Klarsichtpackungen kann das Etikett im Innern enthalten sein, wenn es durch die Verpackung hindurch lesbar ist. Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut und blau bei zertifiziertem Saatgut;

2° an der Außenseite oder auf dem nach Pos. 1° vorgesehenen Etikett des Lieferanten mit einer amtlich zugeteilten Kennnummer versehen werden; bei Verwendung einer amtlichen Klebemarke ist die Farbe des Etiketts weiß bei Basissaatgut und blau bei zertifiziertem Saatgut;

3° so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlussystem verletzt wird oder dass die Kennzeichnung oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur unter amtlicher Überprüfung vorgenommen werden.

**Art. 13** - Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen amtlichen oder nicht amtlichen Begleitpapier, das gemäß dieser Richtlinie an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein, unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1830/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über die Rückverfolgbarkeit und Kennzeichnung von genetisch veränderten Organismen und über die Rückverfolgbarkeit von aus genetisch veränderten Organismen hergestellten Lebensmitteln und Futtermitteln sowie zur Änderung der Richtlinie 2001/18/EG.

**Art. 14** - Jegliche chemische Behandlung von Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertem Saatgut muss entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt werden. Zusätzlich muss der Name jedes Wirkstoffs, der in dem(den) verwendeten Produkt(en) vorhanden ist, auf einem von dem Lieferanten anzubringenden zusätzlichen Etikett angegeben werden.

Der Verkehr mit Saatgut, das chemisch mit einem Produkt behandelt worden ist, das nicht für diesen Zweck zugelassen wurde, ist untersagt gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 über die Lagerung, das Inverkehrbringen und die Anwendung von Pestiziden für landwirtschaftliche Anwendungen. Für eingeführtes Saatgut, das bereits chemisch behandelt worden ist, reicht jedoch aus, dass die Wirkstoffe gemäß der vorerwähnten Regelung zugelassen wurden.

**Art. 15** - Packungen mit Vorstufensaatgut werden auf der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das den Bedingungen für Basissaatgut gemäß der Anlage III Teil A genügt und in einer der Amtssprachen der Europäischen Union verfasst ist. Dieses Etikett gibt zudem die Anzahl der dem Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» vorhergehenden Generationen an.

Das Etikett ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich. Wenn das Saatgut in dem in Art.5, § 1 erwähnten Fall die Bedingungen der Anlage I, Teil B hinsichtlich der Keimfähigkeit für Basissaatgut nicht genügt, wird dies auf dem Etikett vermerkt.

**Art. 16** - § 1. Rübensamen, der

1° unmittelbar von Basissaatgut stammt, das in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, dem die Gleichstellung nach Artikel 17 gewährt wurde, amtlich anerkannt wurde, und

2° in einem anderen Mitgliedstaat geerntet wurde,

kann auf Antrag und unbeschadet der Richtlinie 2002/53/EG als zertifiziertes Saatgut amtlich anerkannt werden, wenn er einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen der Anlage I, Teil A für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage I, Teil B für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann es, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, die amtliche Anerkennung als Basissaatgut erhalten.

§ 2. Saatgut von Betarüben, das in der Europäischen Union geerntet wurde und zur Anerkennung nach § 1 bestimmt ist, muss:

1° gemäß Artikel 10° § 1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach der Anlage IV, Teile A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach der Anlage IV, Teil C begleitet sein.

§ 3. Das in einem Drittland gewonnene Rübensaatgut kann auf Anfrage amtlich zertifiziert werden, wenn:

1° das Saatgut direkt von Basissaatgut gewonnen wurde, das in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem Drittland, dem gemäß Artikel 17 Gleichstellung gewährt wurde, amtlich anerkannt wurde;

2° eine Feldbesichtigung durchgeführt wurde, die die Bedingungen einer Gleichstellungsentscheidung erfüllt, die von dem Rat der Europäischen Union in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Richtlinie 2002/54 EG getroffen worden ist;

3° die amtliche Prüfung ergeben hat, dass die Bedingungen der Anlage I, Teil B für dieselbe Kategorie erfüllt sind.

**Art. 17 - § 1.** Das Rübensaatgut mit Ausnahme des Vorstufensaatguts, das in einem Drittland geerntet worden ist, darf nur dann in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat der Europäischen Union im Voraus festgestellt hat, dass das in diesem Land geerntete Rübensaatgut hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, und insoweit dem Saatgut gleichsteht, das in der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen der Richtlinie 2002/54/EG entspricht.

§ 2. Die in § 1 angeführten Bestimmungen sind außerdem anwendbar:

1° auf das Vorstufensaatgut, wobei vorausgesetzt wird, dass dieses Saatgut nur in Verkehr gebracht werden darf, wenn die Gleichstellung für das Basissaatgut festgestellt worden ist;

2° auf das in jedem neuen Mitgliedstaat geerntete Saatgut für die Zeit vor seinem Beitritt bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 2002/54/EG nachkommen muss.

**Art. 18 -** Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut in der Europäischen Union kann die Dienststelle beschließen, unter Anwendung des in der Richtlinie 2002/54/EG festgelegten Verfahrens und mit der Zusage der Europäischen Kommission das Inverkehrbringen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche nicht im gemeinsamen Sortenkatalog noch in den nationalen Sortenkatalogen aufgeführt ist, zu genehmigen. Diese Genehmigung gilt für einen begrenzten Zeitraum und betrifft die Samenmengen, die zur Behebung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlich sind.

§ 2. Für die Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte ist das amtliche Etikett der entsprechenden Kategorie zu verwenden. Bei Saatgut von Sorten, die nicht in den vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das für Handelssaatgut vorgesehene amtliche Etikett braun. Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

**Art. 19 -** Der Minister ist dazu ermächtigt, die Anlagen zum vorliegenden Erlass in Übereinstimmung mit den Entscheidungen der Organe der Europäischen Union, zu ergänzen und abzuändern.

#### KAPITEL III — Kontrolle

**Art. 20 -** Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrolle des erzeugten einheimischen Betarübensaatguts beauftragt. Diese Kontrolle umfasst insbesondere:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Laboruntersuchung;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschließung und des in den Artikeln 9, 10, 11, 12, 13, 14 und 15 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle der Felduntersuchungen, Probenahmen und Laboruntersuchungen unter amtlicher Überwachung gemäß Art. 21.

Die Kontrolle ist nicht mit einer spezifischen Haftung der Dienststelle verbunden, die zu Schadensersatzforderungen führen könnte.

**Art. 21 - § 1.** Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Art. 1, 4°, *d* und Art. 1, 5°, *d* müssen folgende Anforderungen erfüllt sein:

1° Die Inspektoren

*a)* müssen die notwendige fachliche Befähigung haben;

*b)* dürfen an der Durchführung der Prüfungen keinerlei Gewinninteresse haben;

*c)* sind von der Dienststelle amtlich anerkannt. Diese Anerkennung setzt die Unterzeichnung einer schriftlichen Erklärung voraus, mit der sich die Inspektoren zur Einhaltung der für amtliche Prüfungen geltenden Regeln verpflichten;

*d)* müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

2° Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

3° Ein Teil der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden. Dieser Teil beträgt mindestens 5 v.H.;

4° Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

5° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Inspektor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1°, *c* erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

§ 2. Zur Kontrolle der Sorten und der Prüfung des Saatguts zwecks Anerkennung gemäß Art. 1, 4°, d und Art. 1, 5°, d werden Proben amtlich oder unter amtlicher Überwachung gezogen. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 23 sind amtlich zu ziehen. Die Proben werden gemäß den üblichen internationalen Verfahren oder ggf. nach vom Minister festgelegten Methoden aus homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe werden in der Anlage II angegeben. Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Wenn die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Kontrolle stattfindet, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobenahme wird unter Einhaltung der Bedingungen unter 2° und 3° von Saatgutprobennehmern durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Saatgutprobennehmer haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Probennehmer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen;

3° Saatgutprobennehmer müssen sein:

a) unabhängige natürliche Personen oder

b) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder

c) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen. In diesem Fall kann ein Saatgutprobennehmer nur die für seinen Arbeitgeber erzeugten Partien beproben, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

4° Die Tätigkeit von Saatgutprobennehmern wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht. Bei automatischer Probenahme sind geeignete Verfahren einzuhalten und amtlich zu überwachen;

5° Die Überwachung gemäß Pos. 4° umfasst die Kontrollbeprobung eines Prozentsatzes der zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobennehmer. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.. Diese Kontrollbeprobung betrifft nicht die automatische Probenahme. Die Dienststelle vergleicht die amtlich gezogenen Saatgutproben mit den Proben, die unter amtlicher Aufsicht aus derselben Saatgutpartie gezogen wurden;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem Saatgutprobennehmer vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1° erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von Saatgut, das Gegenstand von Probenahmen gewesen ist, wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

§ 3. Die amtliche Prüfung des Saatguts oder dessen Prüfung unter amtlicher Kontrolle im Sinne von Art. 1, 4°, d und Art. 1, 5°, d wird nach den geltenden internationalen Methoden oder in Ermangelung derartiger Methoden nach von dem Minister festgelegten Methoden durchgeführt. Die Saatgutprüfung unter amtlicher Kontrolle genügt folgenden Bedingungen:

1° sie wird unter Einhaltung der unter 2°, 3° und 4° vorgesehenen Bedingungen von zu diesem Zweck von der Dienststelle zugelassenen Saatgutprobelabors durchgeführt;

2° das Labor beschäftigt einen Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die notwendige Befähigung für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt. Die Saatgutprüfer des Labors haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Prüfer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen. Das Labor verfügt über die Räumlichkeiten und Geräte, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Untersuchung von Saatgut geeignet sind.

3° das mit der Saatgutprüfung beauftragte Labor ist ein unabhängiges Labor oder das Labor eines Saatgutunternehmens sein. Handelt es sich um das Labor eines Saatgutunternehmens, so darf es nur Saatgutpartien untersuchen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Dienststelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde;

4° die Tätigkeiten des Labors in Zusammenhang mit der Prüfung des Saatguts unterliegen einer Kontrolle durch die Dienststelle;

5° zum Zwecke der Überwachung gemäß Pos. 4° wird ein Prozentanteil der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine amtliche Saatgutprüfung gegengeprüft. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.;

6° die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem Prüflabor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1° erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

**Art. 22 - § 1.** Der Minister legt in einer Regelung für die Kontrolle Folgendes fest:

1° die Verfahren und die Definitionen für die in Artikel 20 angeführten Kontrollen;

2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, um einerseits die Befugnis zu erhalten, einen Antrag zur Kontrolle der Kulturen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, einzureichen und andererseits die geernteten Erzeugnisse der in Artikel 20 angeführten Kontrolle zu unterwerfen.

§ 2. Die Dienststelle bestimmt die praktischen Durchführungsbestimmungen für die in Art. 20 erwähnten Kontrollen, in Anwendung der vom Minister geregelten Verfahren.

**Art. 23 - § 1.** Während des Inverkehrbringens des Betarübensaatguts führt die Dienststelle amtliche Stichproben aus, damit sichergestellt ist, dass dieses Saatgut der Europäischen Gesetzgebung genügt.

§ 2. Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union werden der Dienststelle bei dem Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Auskünfte mitgeteilt:

- 1° Art;
- 2° Sorte;
- 3° Kategorie;
- 4° Erzeugerland und amtliche Kontrollbehörde;
- 5° Versandland;
- 6° Einführer;
- 7° Saatgutmenge.

**Art. 24 - § 1.** Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

- 1° Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;
- 2° Voraussetzungen, unter denen Saatgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, einschließlich Saatgutmischungen von Arten, die auch in Artikel 1 der Richtlinie 2002/53/EG aufgeführte Arten enthalten und mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;
- 3° Voraussetzungen, unter denen für den ökologischen Landbau geeignetes Saatgut in Verkehr gebracht werden darf.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß § 1, 2° umfassen insbesondere folgende Punkte:

- 1° die Herkunft des Saatguts dieser Arten muss bekannt und durch den Minister zugelassen sein, zwecks eines Inverkehrbringens in bestimmten Gebieten;
- 2° entsprechende mengenmäßige Beschränkungen.

**Art. 25 -** Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in der Anlage III, Teil A, I, 5, 6, 7, 11 und 12, 10 oder Teil B, 6, 7, 8, 11 und vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

**Art. 26 -** Die Zubereiter, Einführer und Verkäufer müssen die Einkaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung sowie die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr der Ausstellung des betreffenden Dokuments folgt, aufbewahren, um sie den Beamten, die mit der Kontrolle der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt sind, auf deren Antrag und ohne, dass diese sich vor Ort begeben müssen, vorlegen zu können.

**Art. 27 -** Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Verhinderung um den Beamten, der ihn vertritt.

**Art. 28 -** Der Zeitraum, während dessen die Bediensteten der in Art. 6 des vorgenannten Gesetzes vom 11. Juli 1969 genannten Behörde kraft Art. 13 dieses Gesetzes im Rahmen einer Verwaltungsmaßnahme vorläufig die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Erzeugnisse beschlagnahmen dürfen, wird auf drei Monate festgelegt.

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 29 -** Der Königliche Erlass vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels und der Kontrolle des Saatguts von Rüben landwirtschaftlicher Kulturarten wird aufgehoben.

**Art. 30 -** Der Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001 zur Festlegung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung des Saatguts von Rüben landwirtschaftlicher Kulturarten bleibt anwendbar bis zum Zeitpunkt, wo er ausdrücklich ersetzt wird.

**Art. 31 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 32 -** Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN



## Anlage I

## VORAUSSETZUNGEN FÜR DIE ANERKENNUNG

## A. Bestand

1. Die Vermehrungsfläche hat keine Vorfrucht, die mit der Erzeugung von Saatgut von *Beta vulgaris* der Bestandssorte nicht zu vereinbaren ist. Die Vermehrungsfläche ist ausreichend frei von Pflanzen, die von der Vorfrucht durchgewachsen sind.

2. Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein.

3. Der Saatguterzeuger unterwirft alle Saatgutvermehrungen einer Sorte der Prüfung der Anerkennungsstelle.

4. Im Fall von zertifiziertem Saatgut aller Kategorien findet mindestens eine amtliche oder amtlich überwachte Feldbesichtigung statt; bei Basissaatgut finden mindestens zwei amtliche Feldbesichtigungen statt, davon eine an den Stecklingen und eine an den Samenträgern.

5. Der Kulturzustand der Vermehrungsfläche und der Entwicklungsstand des Bestandes gestatten eine ausreichende Kontrolle der Sortenechtheit und der Sortenreinheit.

6. Die Mindestentfernungen zu benachbarten Bestäubungsquellen betragen:

Bestand	Mindestentfernung (in m)
1. Für die Erzeugung von Basissaatgut zu Bestäubungsquellen der Gattung <i>Beta</i>	1 000
2. Für die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut	
a) von Zuckerrüben	
zu allen nachstehend nicht genannten Bestäubungsquellen der Gattung <i>Beta</i>	1 000
wenn der vorgesehene Pollenspender oder einer der vorgesehenen Pollenspender diploid ist, zu tetraploiden Zuckerrübenbestäubungsquellen	600
wenn der vorgesehene Pollenspender ausschließlich tetraploid ist, zu diploiden Zuckerrübenbestäubungsquellen	600
zu Zuckerrübenbestäubungsquellen, bei denen der Ploidiegrad unbekannt ist	600
wenn der vorgesehene Pollenspender oder einer der vorgesehenen Pollenspender diploid ist, zu diploiden Zuckerrübenbestäubungsquellen	300
wenn der vorgesehene Pollenspender ausschließlich tetraploid ist, zu tetraploiden Zuckerrübenbestäubungsquellen	300
zwischen zwei Vermehrungsflächen zur Erzeugung von Zuckerrübensaatgut ohne männliche Sterilität	300
b) von Futterrüben	
zu allen nachstehend nicht genannten Bestäubungsquellen der Gattung <i>Beta</i>	1 000
wenn der vorgesehene Pollenspender oder einer der vorgesehenen Pollenspender diploid ist, zu tetraploiden Futterrübenbestäubungsquellen	600
wenn der vorgesehene Pollenspender ausschließlich tetraploid ist, zu diploiden Futterrübenbestäubungsquellen	600
zu Futterrübenbestäubungsquellen, bei denen der Ploidiegrad unbekannt ist	600
wenn der vorgesehene Pollenspender oder einer der Pollenspender diploid ist, zu diploiden Futterrübenbestäubungsquellen	300
wenn der vorgesehene Pollenspender ausschließlich tetraploid ist, zu tetraploiden Futterrübenbestäubungsquellen	300
zwischen zwei Vermehrungsflächen zur Erzeugung von Futterübensaatgut ohne männliche Sterilität	300

Diese Mindestentfernungen brauchen nicht eingehalten zu werden, sofern eine ausreichende Abschirmung gegen unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden ist. Zwischen Saatgutbeständen mit demselben Pollenspender ist keine Isolierung erforderlich.

Der Ploidiegrad bei samen tragenden und bestäubenden Teilen der saaterzeugenden Bestände ist unter Bezugnahme auf den Gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten gemäß der Richtlinie 2002/53/EG oder die im Rahmen der vorgenannten Richtlinie erstellten nationalen Kataloge festzustellen. Sind diese Angaben für eine Sorte nicht aufgeführt, so gilt der Ploidiegrad als unbekannt und ist eine Mindestisolierungsentfernung von 600 m vorgeschrieben.

## B. Saatgut

1. Das Saatgut ist ausreichend sortenecht und sortenrein.
2. Das Vorhandensein von Krankheiten, die den Saatwert beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.
3. Das Saatgut erfüllt folgende weitere Voraussetzungen:

a)

	Technische Mindestreinheit (1) (in v. H. des Gewichtes)	Mindestkeimfähigkeit (in v.H. der reinen Knäuel oder Samen)	Höchstfeuchtigkeitsgehalt (1) (v. H. des Gewichtes)
Zuckerrüben			
Monogermersaatgut	97	80	15
Präzisionssaatgut	97	75	15
Mehrkeimiges Saatgut von Sorten, in denen der Anteil an Diploiden 85 v. H. übersteigt	97	73	15
Übriges Saatgut	97	68	15
Futterrüben			
Mehrkeimiges Saatgut von Sorten, in denen der Anteil an Diploiden 85 v. H. übersteigt, Monogermersaatgut, Präzisionssaatgut	97	73	15
Übriges Saatgut	97	68	15

Der gewichtsmäßige Anteil an Samen anderer Pflanzen überschreitet nicht 0,3 v.H.

(1) Ausschließlich etwa verwendeter granulierter Schädlingsbekämpfungsmittel, Hüllmasse oder sonstiger fester Zusätze.

b) Zusätzliche Anforderungen für Monogermersaatgut und Präzisionssaatgut:

aa) Monogermersaatgut:

Aus mindestens 90 v. H. der gekeimten Knäuel entwickelt sich nur ein einziger Keimling.

Der Anteil an Knäuel mit 3 und mehr Keimlingen überschreitet nicht 5 v. H. der gekeimten Knäuel.

bb) Präzisionssaatgut von Zuckerrüben:

Aus mindestens 70 v. H. der gekeimten Knäuel entwickelt sich nur ein einziger Keimling. Der Anteil an Knäuel mit 3 und mehr Keimlingen überschreitet nicht 5 v. H. der gekeimten Knäuel.

cc) Präzisionssaatgut von Futterrüben:

Bei Sorten, in denen der Anteil an Diploiden 85 v. H. übersteigt, entwickelt sich aus mindestens 58 v. H. und bei allem übrigen Saatgut aus mindestens 63 v. H. der gekeimten Knäuel nur ein einziger Keimling. Der Anteil an Knäuel mit drei und mehr Keimlingen überschreitet nicht 5 v. H. der gekeimten Knäuel.

dd) Bei Saatgut der Kategorie "Basissaatgut" überschreitet der gewichtsmäßige Anteil an unschädlichen Verunreinigungen nicht 0,5 v. H. Bei Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» überschreitet dieser Anteil nicht 1,0 v. H.. Bei umhülltem Saatgut dieser beiden Kategorien wird die Einhaltung dieser Bedingung anhand von Stichproben geprüft, die aus verarbeitetem Saatgut gezogen werden, das teilweise geschält (geschliffen oder zerkleinert), jedoch noch nicht umhüllt worden ist, und zwar unbeschadet der amtlichen Prüfung oder der Prüfung unter amtlicher Kontrolle der Mindestanalysenreinheit des umhüllten Saatguts.

c) Sonstige Sonderbedingungen:

Das Betarübensaatgut darf nicht in Gebiete eingeführt werden, die nach einschlägigem Gemeinschaftsvorgehen als «von der Rhizomanie freie Gebiete» anerkannt worden sind, es sei denn, der gewichtsmäßige Anteil an unschädlichen Verunreinigungen liegt nicht über 0,5 v. H.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

---

Anlage II

Höchstgewicht einer Partie: 20 Tonnen

Mindestgewicht einer Probe: 500 g

Das Höchstgewicht einer Partie darf nicht um mehr als 5 v.H. überschritten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## Anlage III

## KENNZEICHNUNG

## A. Amtliches Etikett

## I. Vorgeschriebene Angaben

1. «EG-Norm»
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen
3. Bezugsnummer der Partie
4. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk: «Verschließung... (Monat und Jahr)», oder Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk: «Probenahme (Monat und Jahr)»
5. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen; ferner ist anzugeben, ob es sich um Zucker- oder Futterrüben handelt
6. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben
7. Kategorie
8. Erzeugerland
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der Knäuel oder reinen Körner
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der Knäuel oder reinen Körner und dem Gesamtgewicht
11. Bei Monogerm Saatgut: Zusatz «Monogerm»
12. Bei Präzisionssaatgut: Zusatz «Präzisionssaatgut»
13. Zusätzlich können die Worte «Erneut geprüft... (Monat und Jahr)» und die für diese Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden

## II. Mindestgröße

110 mm × 67 mm

## B. Lieferantenetikett oder Anschrift auf der Packung (Kleinpackung EG)

## Vorgeschriebene Angaben

1. «Kleinpackung EG»
2. Name und Anschrift des für die Kennzeichnung verantwortlichen Lieferanten oder sein Zeichen
3. Amtlich zugeteilte Kennnummer
4. Dienststelle, welche die amtliche Kennnummer zugeteilt hat, und Mitgliedstaat oder deren Zeichen
5. Bezugsnummer, die ein Zurückgreifen auf die anerkannte Partie ermöglicht, sofern die amtliche Kennnummer dies nicht gestattet
6. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben; ferner ist anzugeben, ob es sich um Zucker- oder Futterrüben handelt
7. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben
8. Kategorie
9. Netto oder Bruttogewicht oder Zahl der Knäuel oder reinen Körner
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der Knäuel oder reinen Körner und dem Gesamtgewicht
11. Bei Monogerm Saatgut: Zusatz «Monogerm»
12. Bei Präzisionssaatgut: Zusatz «Präzisionssaatgut»

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatzgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## Anlage IV

ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ANERKANNTES SAATGUT,  
DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE

## A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben

Für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.

Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen; ferner ist anzugeben, ob es sich um Zucker- oder Futterrüben handelt.

Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angeben.

Kategorie.

Kennnummer des Feldes oder der Partie.

Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht.

Die Worte: «Noch nicht endgültig anerkanntes Saatgut».

## B. Farbe des Etiketts

Das Etikett ist grau.

## C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben

Ausstellende Behörde.

Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen; ferner ist anzugeben, ob es sich um Zucker- oder Futterrüben handelt.

Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angeben.

Kategorie.

Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben.

Kennnummer des Feldes oder der Partie.

Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt.

Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen.

Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat.

Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1002

[C - 2006/27045]

**9 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van bietenzaad van landbouwrossen;

Gelet op Richtlijn 2002/54/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van bietenzaad;

Gelet op Richtlijn 2004/117/EG van de Raad van 22 december 2004 tot wijziging van de Richtlijnen 66/401/EEG, 66/402/EEG, 2002/54/EG, 2002/55/EG en 2002/57/EG met betrekking tot onderzoeken onder officieel toezicht en de gelijkwaardigheid van in derde landen geproduceerd zaaizaad;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002, betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

Gelet op Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaa- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid, d.d. 16 januari 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van voornoemde Richtlijn 2004/117/EG onverwijld moeten worden omgezet en uiterlijk 1 oktober 2005;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definitie en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afzet : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden, tegen of zonder vergoeding, met het oog op commercieel gebruik.

Onder "in de handel brengen" wordt niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

a) levering van zaaizaad aan officiële onderzoeks- en controle instanties;

b) levering van zaaizaad aan verleners van diensten voor het bereiden of de verpakking, voor zover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder "in de handel brengen" wordt niet verstaan de levering van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voor zover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener; daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De voorwaarden voor de uitvoering van deze bepalingen worden vastgesteld door de Minister overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie;

2° bieten : suikerbieten en voederbieten van de soort *Beta vulgaris* L.;

3° prebasiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

4° basiszaad : zaad :

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens strenge selectievoorschriften ten aanzien van het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie "gecertificeerd zaad";

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in bijlage I voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage IB bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

5° gecertificeerd zaad : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van bieten;

c) dat behoudens het bepaalde in artikel 5, § 2 voldoet aan de voor gecertificeerd zaad in bijlage I opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

6° eenkiemig zaad : genetisch eenkiemig zaad, conform met de bepalingen van bijlage I, deel B;

7° precisiezaad : zaad dat bestemd is voor precisiezaaimachines en dat conform is met de bepalingen van bijlage I, deel B;

8° officiële maatregelen : maatregelen die uitgaan van of verricht worden :

a) door autoriteiten van een staat of

b) door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een staat of

c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen handelend onder het toezicht van een Staat, mits de personen genoemd onder b) en c), geen bijzonder voordeel ontlenuen aan de resultaten van deze maatregelen;

9° kleine EG-verpakkingen : verpakkingen die het volgende gecertificeerde zaad bevat :

a) eenkiemig zaad of precisiezaad : ten bedrage van 100.000 kluwens of zaden, of van een nettogewicht van ten hoogste 2,5 kg, korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat, indien deze aanwezig zijn, daarin niet begrepen;

b) voor ander zaad dan eenkiemig zaad of precisiezaad met een nettogewicht van ten hoogste 10 kg, korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat, indien deze aanwezig zijn, daarin niet begrepen;

10° derde landen : land dat geen lid is van de Europese Unie;

11° gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen, vastgesteld ter uitvoering van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

12° nationale rassencatalogi : de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, vastgesteld ter uitvoering van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

13° Minister : de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

14° Dienst : de Directie Productenkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, bevoegd voor certificering.

**Art. 2.** § 1. Dit besluit betreft de voortbrenging met het oog op het in de handel brengen alsook het in de handel brengen van bietenzaad. Het geldt niet voor bietenzaad waarvan is aangetoond dat het bestemd is voor uitvoer naar derde landen indien het als dusdanig wordt geïdentificeerd en voor zover de bestemming kan worden aangetoond.

§ 2. Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

#### HOOFDSTUK II. — *De certificering en het in de handel brengen*

**Art. 3.** Bietenzaad mag slechts in de handel worden gebracht indien :

1° het officieel als "prebasiszaad", "basiszaad" of "gecertificeerd zaad" is goedgekeurd;

2° het gaat om rassen die voorkomen op de gemeenschappelijke lijst of op de nationale lijsten voor landbouwgewassen en groentegewassen.

**Art. 4.** In afwijking van de bepalingen van artikel 3, 1°, is de handel van niet-bewerkt zaad met het oog op het bereiden en de verpakking daarvan toegelaten, voor zover de identiteit ervan officieel gewaarborgd is.

**Art. 5.** § 1. Prebasiszaad en basiszaad dat niet voldoet aan de met betrekking tot de kiemkracht in bijlage I, deel B, gestelde voorwaarden mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 3, 1°, gecertificeerd en in de handel gebracht worden op voorwaarde dat de leverancier een minimum kiemkracht waarborgt. Die kiemkracht wordt op een speciaal etiket met de naam en het adres en van de leverancier en het referentienummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle voorziening met zaad, mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 3, 1°, "basiszaad" of "gecertificeerd zaad", waarvoor het officiële onderzoek in verband met de in bijlage I opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, gecertificeerd en in de handel gebracht worden tot en met de eerste commerciële afnemer. De goedkeuring geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld. De leverancier moet de kiemkracht waarborgen die vastgesteld is bij de voorlopige analyse. Voor het in de handel brengen wordt die kiemkracht op een speciaal etiket met de naam en het adres van de leverancier alsook het referentienummer van de partij vermeld.

§ 3. De bepalingen van §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 16 betreffende de vermeerdering buiten de Europese Gemeenschap.

**Art. 6.** § 1. In afwijking van artikel 3 worden de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten ertoe gemachtigd om kleine hoeveelheden zaad voor wetenschappelijke of selectiedoeleinden in de handel te brengen.

§ 2. In afwijking van artikel 3 kan de Dienst de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten ertoe machtigen om passende hoeveelheden zaad voor andere onderzoeks- of beproevingsdoeleinden in de handel te brengen, voorzover het gaat om zaad van een ras waarvoor een aanvraag tot opneming in de nationale rassencatalogus voor landbouwgewassen en groentegewassen is ingediend. De bepalingen van Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd, zijn daartoe van toepassing.

§ 3. In geval van genetisch gemodificeerd materiaal is de handel van de in §§ 1 en 2 bedoelde zaden enkel toegestaan als het voldoet aan de voorwaarden van de wetgeving over de introductie en het in de handel brengen van genetisch gemodificeerd materiaal.

**Art. 7.** De Minister kan om gegronde economische redenen, wat de inlandse productie betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad, strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in bijlage I.

**Art. 8.** De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheim gehouden.

**Art. 9.** Prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad mogen slechts in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking, die overeenkomstig artikelen 10, 11 en 12 is voorzien van een sluitingssysteem en een merkteken. De Minister mag afwijkingen vaststellen voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden ten behoeve van de laatste gebruiker voor wat betreft verpakking, sluitingssysteem en merking.

**Art. 10.** § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad behalve kleine EG-verpakkingen van gecertificeerd zaad, zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in de artikelen 11 en 15 bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Voor een goede sluiting moet ten minste het officiële etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officieel zegel worden aangebracht. Deze maatregelen zijn echter niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kan de Minister de sluitingsystemen voor verpakkingen die voldoen aan deze bepalingen, vaststellen.

§ 2. Behalve bij het verdelen in kleine EG-verpakkingen mag een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. Indien een verpakking geopend en daarna opnieuw gesloten wordt, staat het vermeld op het in artikel 11 en 15 bedoelde etiket samen met de datum van die nieuwe sluiting en de overheid die ze heeft gecontroleerd.

**Art. 11.** Verpakkingen van basiszaad en van gecertificeerd zaad behalve kleine EG-verpakkingen van gecertificeerd zaad :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage III, deel A, en waarvan de gegevens gesteld zijn in één van de officiële talen van de Europese Unie. De kleur van het etiket is wit voor basiszaad en blauw voor gecertificeerd zaad. Indien in het etiket een gaatje is gemaakt, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt. Indien, in het geval bedoeld in artikel 5, § 1, het basiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage I, deel B, met betrekking tot de kiemkracht, is dit op het etiket vermeld. Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegestaan. Volgens de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie mag worden toegestaan dat de voorgeschreven aanduidingen onder officieel toezicht onuitwisbaar op de verpakking worden aangebracht volgens het model van het etiket;

2° bevatten een officieel certificaat in de kleur van het etiket en met ten minste de gegevens die in bijlage III, deel A, I, punten 3, 5, 6, 11 en 12 voor het etiket zijn voorgeschreven. Het certificaat heeft een zodanige vorm dat het niet kan worden verward met het sub 1° bedoelde etiket. Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer, overeenkomstig het bepaalde sub 1°, een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal is gebruikt.

**Art. 12.** Kleine EG-verpakkingen :

1° zijn aan de buitenkant overeenkomstig bijlage III, deel B voorzien van een etiket van de leverancier of een gedrukte of gestempelde tekst in een van de officiële talen van de Europese Unie. Bij doorzichtige verpakkingen, mag het etiket zich binnenin bevinden, op voorwaarde dat het door de verpakking heen kan worden gelezen. De kleur van het etiket is wit voor basiszaad en blauw voor gecertificeerd zaad;

2° zijn aan de buitenkant of op het sub 1°, bedoelde etiket van de leverancier, voorzien van een officieel volgnummer; bij gebruik van een officieel gometiket is de kleur wit voor basiszaad en blauw voor gecertificeerd zaad;

3° worden zodanig gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of de aanduiding of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts onder officieel toezicht geschieden.

**Art. 13.** Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk officieel dan wel ander etiket of document dat krachtens het bepaalde in dit besluit op de partij zaad is aangebracht of deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd, onverminderd de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1830/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 betreffende de traceerbaarheid en etikettering van genetisch gemodificeerde organismen en de traceerbaarheid van met genetisch gemodificeerde organismen geproduceerde levensmiddelen en diervoeders en tot wijziging van Richtlijn 2001/18/EG.

**Art. 14.** In geval van een chemische behandeling van het prebasiszaad, het basiszaad, het gecertificeerd zaad of het standaardzaad, wordt hiervan op het officiële etiket dan wel op het etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding gemaakt. Bovendien dient de naam van elke werkzame stof van het of de gebruikte producten vermeld te worden op een door de leverancier aangebracht aanvullend etiket.

Het is verboden zaaizaad in de handel te brengen dat chemisch werd behandeld met een product dat hiertoe niet werd erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik. Voor zaaizaad dat reeds chemisch behandeld wordt ingevoerd, volstaat evenwel dat de werkzame bestanddelen werden toegelaten overeenkomstig de voormelde reglementering.

**Art. 15.** De verpakkingen van prebasiszaad zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage III, deel A, wat betreft basiszaad en waarvan de gegevens gesteld zijn in een van de officiële talen van de Europese Unie. Dat etiket vermeldt bovendien het aantal generaties dat aan het zaad van de categorie "gecertificeerd zaad" voorafgaat.

Het etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep. Indien, in het geval als bedoeld in artikel 5, § 1, het zaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage I, deel B, met betrekking tot de kiemkracht, is dit op het etiket vermeld.

**Art. 16.** § 1. Bietenzaad :

1° dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een of meerdere lidstaten of in een land dat geen lid is van de Europese Unie en dat krachtens artikel 17 gelijkstelling heeft verkregen en

2° dat in een andere lidstaat is geoogst,

kan op verzoek en onverminderd de bepalingen van Richtlijn 2002/53/EG officieel worden goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage I, deel A, voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage I, deel B, voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van vermeerderingen die aan het basiszaad voorafgaan, kan het officieel goedgekeurd worden als basiszaad, als voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Bietenzaad dat in de Europese Unie geoogst is en bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig § 1, moet :

1° worden verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage IV, delen A en B, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 1, en

2° vergezeld zijn van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage IV, punt C.

§ 3. Bietenzaad dat in een derde land geoogst is, kan op verzoek officieel worden goedgekeurd indien :

1° het rechtstreeks afkomstig is van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een of meerdere lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 17 gelijkstelling heeft verkregen;

2° het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in een krachtens de bepalingen van Richtlijn 2002/54 EG vastgestelde beschikking van de Raad van de Europese Unie betreffende de gelijkstelling,

3° bij een officieel onderzoek is gebleken dat de in bijlage I, deel B voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden zijn vervuld.

**Art. 17.** § 1. Bietenzaad, ander dan prebasiszaad, dat in een derde land is geoogst, mag enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het in dit land geoogste zaad dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan zaad dat in de Unie is geoogst en beantwoordt aan de bepalingen van Richtlijn 2002/54/EG.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing :

1° op prebasiszaad, met dien verstande dat dit zaad alleen in de handel mag worden gebracht als de gelijkwaardigheid voor het basiszaad werd vastgesteld;

2° op het zaaizaad dat werd geoogst in iedere nieuwe lidstaat gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de bepalingen van voormelde Richtlijn 2002/54/EG moet voldoen.

**Art. 18.** Ten einde tijdelijke moeilijkheden op te heffen die zich voordoen bij de algemene voorziening met basiszaad of in de Europese Unie gecertificeerd zaad en die niet op een andere manier kunnen worden overwonnen, kan de Dienst, mits hiertoe gemachtigd te zijn door de Europese Commissie, het zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld of zaad van rassen die noch in de "gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen", noch in de nationale rassenlijst voorkomen, tot de handel toelaten. Die goedkeuring betreft een bepaald tijdstip en heeft betrekking op de voor het oplossen van de voorzieningsmoeilijkheden nodige hoeveelheden zaad.

§ 2. Wanneer het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is voorgeschreven. Voor zaad van rassen die niet op bovengenoemde lijsten voorkomen, is het officiële etiket bruin van kleur. In elk geval wordt op het etiket vermeld dat het zaad betreft dat tot een categorie behoort waaraan minder strenge eisen zijn gesteld.

**Art. 19.** De Minister kan de bijlagen van dit besluit aanvullen en wijzigen, overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

### HOOFDSTUK III. — *De keuring*

**Art. 20.** De Dienst is belast met de uitvoering van de controle op de productie van het inlands bietenzaad. Deze controle omvat o.a. :

1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaaizaad;

2° de keuring van het gewas op het veld;

3° het toezicht op de geoogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;

4° het onderzoek in laboratoria;

5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrenge van officiële etiketten en certificaten, overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 9, 10, 11, 12, 13, 14 en 15.

6° de controle op de veldkeuringen, monsternemingen en onderzoeken in laboratoria onder officieel toezicht die vermeld zijn in artikel 21.

De keuring schept voor de Dienst geen enkele specifieke verantwoordelijkheid waarop een eis tot schadevergoeding zou kunnen gegrond worden.

**Art. 21.** § 1. Wanneer de onderzoeken onder officieel toezicht bedoeld in artikel 1, 4°, *d*, en in artikel 1, 5°, *d*, worden verricht, moeten de volgende voorwaarden voor veldkeuringen worden nageleefd :

1° de keurmeesters :

*a)* moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken;

*b)* halen geen persoonlijk voordeel uit de door hen uitgevoerde keuringen;

*c)* zijn officieel erkend door de Dienst. Deze erkenning moet een door de keurmeesters ondertekende verklaring omvatten dat zij zich ertoe verbinden de regels inzake officiële onderzoeken in acht te nemen;

*d)* moeten de keuringen onder officieel toezicht uitvoeren overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;

2° het te keuren zaadgewas wordt geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;

3° een gedeelte van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd. Dat gedeelte is minstens gelijk aan 5 %;

4° een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geoogste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtesten om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren;

5° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende keurmeesters die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1°, *c*, bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de betrokken onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.



§ 2. Bij de uitoefening van de controle der rassen en bij het onderzoek van het zaad met het oog op de goedkeuring zoals bedoeld in artikel 1, 4°, *d*, en in artikel 1, 5°, *d*, gebeurt de bemonstering officieel of onder officieel toezicht. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 23 wordt officieel uitgevoerd. De bemonstering geschiedt uit homogene partijen volgens de gebruikelijke internationale methodes of bij gebrek, volgens de door de Minister vastgestelde methodes; het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden vermeld in bijlage II. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

De bemonstering onder officieel toezicht moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de zaadbemonstering wordt uitgevoerd door monsternemers die door de Dienst erkend zijn onder de in 2° en 3° bedoelde voorwaarden;

2° de monsternemers hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële monsternemers van zaad en afgesloten met officiële examens;

3° monsternemers van zaad zijn :

a) zelfstandige natuurlijke personen of

b) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten geen aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad of

c) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad. In dit geval mag een monsternermer enkel monsters nemen op zaadpartijen geproduceerd op naam van zijn werkgever, behoudens andersluidende beschikkingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst;

4° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle. In geval van automatische monsterneming moeten gepaste procedures worden nageleefd en het voorwerp uitmaken van een officiële controle;

5° met het oog op de in 4° bedoelde controle maakt een deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5 %. Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming. De Dienst vergelijkt de officiële afgenomen zaadmonsters met die van dezelfde partij die onder officieel toezicht werden afgenomen;

6° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende monsternemers die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het afgenomen zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

§ 3. De in artikel 1, 4°, *d* en in artikel 1, 5°, *d*, bedoelde officiële onderzoeken of onderzoeken onder officieel toezicht vinden plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld. De onderzoeken van zaad onder officieel toezicht voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ze worden uitgevoerd onder de voorwaarden bedoeld in 2°, 3° en 4°, door proeflaboratoria die door de Minister daartoe erkend zijn;

2° het laboratorium belast met zaadonderzoek beschikt over een hoofdanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een dergelijk laboratorium. De zaadanalisten hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële zaadanalisten en afgesloten met officiële examens. Het laboratorium is gevestigd in lokalen en voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring;

3° het laboratorium belast met de onderzoeken is een zelfstandig laboratorium of een laboratorium dat toebehoort aan een zaadbedrijf. Indien het laboratorium toebehoort aan een zaadbedrijf, mag het enkel zaadproeven uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de Dienst;

4° de door het laboratorium uitgevoerde onderzoeken zijn onderworpen aan een controle van de Dienst;

5° met het oog op de in 4° bedoelde controle maakt een bepaald deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5 %;

6° de Dienst stelt de straffen vast voor een onderzoekslaboratorium dat schuldig wordt bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

**Art. 22.** § 1. De Minister stelt een keuringsreglement vast :

1° de procedures en bepalingen met betrekking tot de keuringen, bedoeld in artikel 20;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn om een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van zaaizaad en om de geoogste producten te onderwerpen aan de controles, bedoeld in artikel 20.

§ 2. De Dienst bepaalt de praktische modaliteiten voor de in artikel 20 bedoelde controles overeenkomstig de door de Minister vastgestelde procedures.

**Art. 23.** § 1. Door officiële steekproeven wordt nagegaan of het in de handel gebrachte bietenzaad beantwoordt aan de in de Europese regelgeving vervatte voorwaarden.

§ 2. Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Unie wordt de Dienst bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg in kennis gesteld van de volgende gegevens :

1° soort;

2° ras;

c) categorie,

4° land van productie en officiële controledienst;

5° land van verzending;

6° importeur;

7° hoeveelheid zaaizaad.

**Art. 24.** § 1. Volgens de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kunnen door de Minister specifieke voorwaarden worden vastgesteld om rekening te houden met ontwikkelingen op het gebied van :

1° de voorwaarden waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;

2° de voorwaarden waaronder zaad in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen, met inbegrip van zaadmengsels van soorten waaronder ook soorten die zijn opgenomen in artikel 1 van Richtlijn 2002/53/EG en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en seminatuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;

3° de voorwaarden waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde specifieke voorwaarden omvatten met name de volgende punten :

1° het zaad van deze soorten is van een bekende herkomst die erkend is door de Minister voor het in de handel brengen in bepaalde gebieden;

2° passende kwantitatieve beperkingen.

**Art. 25.** De facturen, contracten, catalogi, omzendbrieven, offerten voor verkoop en andere gelijkaardige documenten moeten de aanduidingen dragen welke, naargelang het geval, zijn voorgeschreven voor het etiket in bijlage III, deel A, I, 5, 6, 7, 11 en 12, 10 of deel B, 6, 7, 8, 11 en 12.

**Art. 26.** De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, gedurende drie jaar vanaf 1 januari van het jaar dat op hun datum volgt, bewaren teneinde ze zonder verplaatsing en op hun verzoek aan de ambtenaren belast met het toezicht op de toepassing van dit besluit voor te leggen.

**Art. 27.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft in overeenstemming met hetgeen is bepaald in de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

**Art. 28.** De termijn, waarvoor de in artikel 6 van genoemde wet van 11 juli 1969 bedoelde overheidspersonen, op grond van artikel 13 van die wet, de bij dit besluit gereguleerde producten bij administratieve maatregel voorlopig in beslag mogen nemen, is vastgesteld op drie maanden.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 29.** Het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van bietenzaad van landbouwrassen, wordt opgeheven.

**Art. 30.** Het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement van bietenzaad van landbouwrassen, blijft van toepassing totdat het uitdrukkelijk wordt vervangen.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 32.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## Bijlage I

## VOORWAARDEN VOOR GOEDKEURING

## A. Gewas

1. Het vorige gewas op dat veld mag niet onverenigbaar zijn met de productie van zaaizaad van *Beta vulgaris* van het desbetreffende geteelde ras en het veld moet voldoende vrij zijn van spontaan opgeschoten planten van het vorige gewas.

2. Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn.

3. De zaadproducent moet alle vermeerderingen van een bepaald ras aan de controle van de Dienst onderwerpen.

4. Voor "gecertificeerd zaaizaad" dient ten minste één veldkeuring - hetzij een officiële keuring, hetzij een keuring onder officieel toezicht - plaats te vinden. Voor basiszaad moeten ten minste twee officiële veldkeuringen of veldkeuringen onder officieel toezicht plaatsvinden waarvan de ene betrekking heeft op de stekkelingen en de andere op de zaaddragende planten.

5. De staat waarin het vermeerderingsveld zich bevindt en de stand van het gewas moeten een voldoende controle van de rasechtheid en de raszuiverheid mogelijk maken.

6. De minimumafstand tot in de buurt liggende bestuivingsbronnen bedraagt :

Gewassen	Minimum afstand (m)
1. Voor de productie van basiszaad ten aanzien van bestuivingsbronnen van het geslacht <i>Beta</i>	1 000
2. Voor de productie van gecertificeerd zaad	
a) van suikerbieten	
ten aanzien van een hieronder niet genoemde bestuivingsbron van het geslacht <i>Beta</i>	1 000
wanneer als bestuiver of een van de bestuivers een diploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van tetraploide rassen van suikerbieten als mogelijke bestuivingsbron	600
wanneer als bestuiver uitsluitend een tetraploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van diploide rassen van suikerbieten als mogelijke bestuivingsbron	600
ten aanzien van suikerbieten met een onbekende ploïdie als mogelijke bestuivingsbron	600
wanneer als bestuiver of een van de bestuivers een diploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van diploide rassen van suikerbieten als mogelijke bestuivingsbron	300
wanneer als bestuiver uitsluitend een tetraploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van tetraploide rassen van suikerbieten als mogelijke bestuivingsbron	300
tussen twee velden voor de productie van suikerbietenzaad, waarbij geen gebruik wordt gemaakt van de mannelijke steriliteit	300
b) van voederbieten	
ten aanzien van een hieronder niet genoemde bestuivingsbron van het geslacht <i>Beta</i>	1 000
wanneer als bestuiver of een van de bestuivers een diploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van tetraploide rassen van voederbieten als mogelijke bestuivingsbron	600
wanneer als bestuiver uitsluitend een tetraploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van diploide rassen van voederbieten als mogelijke bestuivingsbron	600
ten aanzien van voederbieten met een onbekende ploïdie als mogelijke bestuivingsbron	600
wanneer als bestuiver of een van de bestuivers een diploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van diploide rassen van voederbieten als mogelijke bestuivingsbron	300
wanneer als bestuiver uitsluitend een tetraploid ras wordt gebruikt, ten aanzien van tetraploide rassen van voederbieten als mogelijke bestuivingsbron	300
tussen twee velden voor de productie van voederbietenzaad, waarbij geen gebruik wordt gemaakt van de mannelijke steriliteit	300

Met bovengenoemde afstanden hoeft geen rekening te worden gehouden wanneer er voldoende bescherming is tegen ongewenste vreemdbestuiving. Zaaizaadgewassen waarbij dezelfde bestuiver wordt gebruikt, behoeven niet van elkaar te worden gescheiden.

De ploïdie van zowel zaaddragende als stuifmeel afscheidende componenten van het zaaizaad producerende gewas moet worden bepaald aan de hand van de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen opgemaakt krachtens Richtlijn 2002/53/EG of van de nationale rassencatalogi opgemaakt overeenkomstig genoemde Richtlijn. Indien dit gegeven voor een bepaald ras niet vermeld is, moet worden aangenomen dat de ploïdie onbekend is en is derhalve een minimumafstand van 600 m vereist.

## B. Zaad

1. Het zaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn.
2. De aanwezigheid van ziekten die de waarde voor het gebruik als zaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn.
3. Het zaad voldoet :
  - a) aan de voorwaarden opgenomen in onderstaande tabel :

	Mechanische minimum zuiverheid (1) (% van het gewicht)	Minimum kiemkracht (% van de zuivere kluwens of zaden)	Maximum vochtgehalte (1) (% van het gewicht)
Suikerbieten			
Eenkiemig zaad	97	80	15
Precisiezaad	97	75	15
Meerkiemig zaad van rassen waarvan het percentage diploïde zaden meer dan 85 bedraagt	97	73	15
Ander zaad	97	68	15
Voederbieten			
Meerkiemig zaad van rassen waarvan het percentage diploïde zaden meer dan 85 bedraagt, eenkiemig zaad, precisiezaad	97	73	15
Ander zaad	97	68	15

Het gewichtspercentage aan zaden van andere planten mag niet meer bedragen dan 0,3.

(1) In voorkomend geval exclusief korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat

## b) Aanvullende voorwaarden voor eenkiemig zaad en precisiezaad :

## aa) Eenkiemig zaad :

Ten minste 90 % van de gekiemde kluwens mogen slechts één zaadkiem geven.

Het percentage kluwens met drie of meer kiemen mag niet meer dan vijf bedragen berekend op de gekiemde kluwens.

## bb) Precisiezaad van suikerbieten :

Ten minste 70 % van de gekiemde kluwens mogen slechts één zaadkiem geven. Het percentage kluwens met drie of meer kiemen mag niet meer dan vijf bedragen berekend op de gekiemde kluwens.

## cc) Precisiezaad van voederbieten :

Voor de rassen waarbij het percentage diploïde zaden meer bedraagt dan 85, mogen ten minste 58 % van de gekiemde kluwens slechts één zaadkiem geven; voor al het overige zaad mogen ten minste 63 % van de gekiemde kluwens slechts één zaadkiem geven.

Voor elk ander zaad, ten minste 63 % van de gekiemde kluwens mogen slechts één zaadkiem geven. Het percentage kluwens met drie of meer kiemen mag niet meer dan vijf bedragen berekend op de gekiemde kluwens.

dd) Voor zaad van de categorie "basiszaad" bedraagt het gewichtspercentage aan inerte stof niet meer dan 0,5. Voor zaad van de categorie "gecertificeerd zaaizaad" bedraagt het gewichtspercentage aan inerte stof niet meer dan 1,0. Voor ingehuld zaad van beide categorieën wordt nagegaan of aan deze voorwaarde wordt voldaan aan de hand van bewerkt zaad, dat gedeeltelijk is gepeld (geslepen of gebroken), maar dat nog niet werd ingehuld, getrokken monsters, zonder dat hiermee wordt vooruitgelopen op het officiële onderzoek of op het onderzoek onder officieel toezicht van de minimale analytische zuiverheid van het ingehulde zaad.

## c) Andere bijzondere voorwaarden :

Bietenzaad met een gewichtspercentage aan inerte stof van meer dan 0,5 mag niet worden binnengebracht in gebieden die op basis van passende communautaire procedures als "rhizomanie-vrije zones" zijn erkend.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## Bijlage II

Maximumgewicht van een partij : 20 ton

Minimumgewicht van een monster : 500 gram

Het maximumgewicht van een partij mag ten hoogste met 5 % worden overschreden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## Bijlage III

## AANDUIDINGEN

## A. Officieel etiket

## I. Te vermelden gegevens

1. "EG-regels en normen"

2. Keuringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken

3. Partijnummer.

4. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven : "gesloten in... » (maand en jaar), maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven : "monster genomen in... (maand en jaar)".

5. Soort, ten minste in Latijns schrift, aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide; voorts de aanduiding suikerbieten of voederbieten.

6. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift

7. Categorie

8. Producerend land

9. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal kluwens of zuivere zaden.

10. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht der kluwens of zuivere zaden en het totale gewicht.

11. Voor eenkiemig zaad : vermelding « eenkiemig ».

12. Voor precisiezaad : vermelding « precisie ».

13. Waar ten minste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden " nacontrole verricht... (maand en jaar) ", en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

## II. Minimale afmetingen

110 mm × 67 mm.

## B. Etiket van de leverancier of tekst op de verpakking (kleine EG-verpakking)

## Te vermelden gegevens

1. "Kleine EG-verpakking"

2. Naam en adres of kenmerk van de voor de aanduiding verantwoordelijke leverancier.

3. Officieel volgnummer

4. Dienst die het volgnummer heeft toegekend en lidstaat of desbetreffend kenteken.

5. Partijnummer indien de partij niet door het officiële volgnummer kan worden geïdentificeerd.

6. Soort, tenminste vermeld in Latijns schrift; voorts de aanduiding suikerbieten of voederbieten.

7. Ras, tenminste vermeld in Latijns schrift

8. Categorie

9. Netto- of brutogewicht of aantal kluwens of zuivere zaden.

10. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht der kluwens of zuivere zaden en het totale gewicht.

11. Voor eenkiemig zaad : vermelding « eenkiemig ».

12. Voor precisiezaad : vermelding « precisie ».

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## Bijlage IV

ETIKET EN DOCUMENT VOOR NIET DEFINITIEF GOEDGEKEURD ZAAD DAT IS GEOOGST  
IN EEN ANDERE LIDSTAAT

## A. Op het etiket te vermelden gegevens

Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en lidstaat of hun kenteken

Soort, ten minste in Latijns schrift, aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide; voorts de aanduiding suikerbieten of voederbieten.

Ras, tenminste vermeld in Latijns schrift

Categorie

Referentienummer van het veld of van de partij

Opgegeven netto- of brutogewicht

De vermelding "Niet definitief goedgekeurd zaad".

## B. Kleur van het etiket

Grijs.

## C. Op het document te vermelden gegevens

Instantie die het document afgeeft

Soort, ten minste in Latijns schrift, aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide; voorts de aanduiding suikerbieten of voederbieten.

Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift

Categorie

Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land of de landen dat/die dit zaad heeft/hebben goedgekeurd.

Referentienummer van het veld of van de partij

Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij

Geogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen

Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is, aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan.

In voorkomend geval de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN